

Changement radical pour réduire la déforestation en RDC

Ouvrir la voie en adoptant un discours différent sur l'agriculture familiale

En République démocratique du Congo (RDC), la sécurité alimentaire nationale et la conservation des forêts se font concurrence depuis des décennies et c'est la première qui l'emporte. Comme on mise sur un rapide essor démographique et sur une intensification de la production agricole, la perte de forêts soulève des inquiétudes croissantes.

Depuis trente ans, les variations sur l'approche de « développement et conservation intégrés » (DCI) ont dominé la conservation des forêts. Certes, cette approche est présentée comme étant gagnante pour tous : renforcement de la protection de la forêt au même titre qu'un appui aux communautés locales pour réduire les « menaces » qui pèsent sur les forêts (ici, la pire d'entre elles est jugée être « l'agriculture itinérante » par les exploitants familiaux, au nom de laquelle de nouvelles terres sont défrichées tandis que les anciennes terres exploitées sont mises en jachère). Mais les objectifs de conservation de l'approche DCI traduisent généralement les priorités nationales et mondiales d'acteurs puissants, en accordant bien peu d'importance aux intérêts et aux droits des populations locales.

L'approche DCI a été testée sur des milliers de sites de conservation à travers le monde, avec un succès mitigé. Les approches actuelles en matière de conservation des forêts en RDC, y compris la « DRI » (qui cherche à déplacer, remplacer et intensifier le système agricole) font plus ou moins la même chose mais à plus grande échelle. Notre analyse montre que la DRI n'est pas réaliste (car elle repose sur une gouvernance beaucoup plus robuste que celle qui est en place) et qu'elle manque d'éthique (car elle exerce un impact social négatif immense sur certaines des populations les

plus pauvres). Par ailleurs, elle est aussi superflue : les objectifs de conservation peuvent être atteints par un renforcement du système agricole existant — tout au moins au même niveau que toute autre stratégie viable.

Le pouvoir du compromis

Une étude maîtresse de l'approche DCI est arrivée à la conclusion que les « hypothèses préexistantes à propos de la « bonne » approche en matière de conservation masquent des différences importantes en matière de pouvoir et d'appréciation et peuvent limiter le succès des interventions politiques et programmatiques » (McShane et al., 2011). Notre analyse souligne le besoin de se concentrer sur une transformation économique qui valorise le peuplement forestier ainsi qu'une approche de « gestion par compromis » qui fasse intervenir un nombre beaucoup plus grand de parties prenantes.

À Mai-Ndombe, les compromis ont été étudiés sous toutes les coutures du point de vue des services écosystémiques. Toutefois, dans le monde réel, la gestion par compromis est tout autant une gestion sociale, économique et politique qu'elle est une gestion écologique : elle reconnaît toute une palette d'objectifs et de points de vue différents et recherche des solutions fondées sur des compromis. À la différence de la démarche DCI, cette approche exige que les voix locales, y compris les exploitants familiaux les plus tributaires des terres, se fassent entendre au même titre que les puissants intérêts extérieurs. La production alimentaire devrait être considérée comme un objectif légitime au même rang que la conservation, au lieu d'être pointée du doigt comme étant un

FAITS ET CHIFFRES CLÉS

- La RDC est le berceau de la deuxième plus grande forêt tropicale au monde, qui couvre environ 67 % de son territoire
- L'ONU estime que la RDC abritera près de 200 millions de personnes à l'horizon 2050. Sur la même période, la demande nationale de racines et tubercules va tripler ; celle de céréales va être multipliée par six. La FAO estime que la RDC pourrait devenir le septième plus grand producteur agricole au monde.
- L'essor des cultures vivrières à des fins domestiques est actuellement de loin la première cause de la déforestation en RDC.
- La RDC est atteinte d'une grave « malédiction des ressources » — paradoxe qui fait que les pays dotés d'une abondance de ressources naturelles (ici, des minerais) tendent à afficher une croissance économique plus lente, une démocratie moindre, et un niveau de développement plus faible que les pays moins bien lotis dans ce domaine.

NOTIONS CLÉS

La **province de Mai-Ndombe** bénéficie d'un important investissement de la Banque mondiale et de plusieurs autres bailleurs de fonds, avec des projets qui cherchent à faire en sorte que cette région réduise massivement ses taux de déforestation tout en améliorant les moyens d'existence locaux. La province représente 5 % du territoire de la RDC, et 62 % de sa superficie sont des terres forestières. Puisqu'elle bénéficie d'ores et déjà de capitaux et d'une attention ciblée, la province de Mai-Ndombe offre un terreau fertile pour qu'y fleurisse un changement radical à condition d'y jeter les fondations adéquates.

La **biodiversité** est de plus en plus souvent sous les feux de la rampe

problème.

Une panoplie de stratégies peut nous aider à arriver à une gestion par compromis plus efficace et plus équitable :

- l'accroissement des bénéfices et la réduction des coûts pour les différentes parties prenantes
- la réduction de l'interaction négative entre les objectifs concurrents (par exemple, l'aménagement du territoire)
- la mise en valeur des synergies (par exemple, les versements pour services écosystémiques)
- le renforcement de la gouvernance.

Dans le contexte actuel, le changement radical de la gouvernance des ressources naturelles en RDC ne pourra être atteint qu'au terme d'un processus véritablement multipartite qui remet en question l'équilibre des pouvoirs.

Potentiel dans la province de Mai-Ndombe

Les perspectives sont bien sombres pour les forêts de la RDC ; pourtant, la province de Mai-Ndombe pourrait apporter une lueur d'espoir. La province bénéficie déjà d'investissements ciblés ; parmi les activités pour réduire la déforestation, on peut citer diverses incitations à l'intention des producteurs ainsi qu'un appui au renforcement des capacités et d'autres conditions favorables. Nos recherches ont examiné comment redynamiser les efforts de conservation forestière qui ont été paralysés, en partie, par les perspectives divergentes des ONG internationales, des bailleurs de fonds, des sociétés et autres acteurs extérieurs qui influencent les pouvoirs publics. Nous nous sommes entretenus avec un grand nombre de parties prenantes clés et nous avons passé en revue la littérature disponible.

Nous avons découvert que, même si beaucoup d'écologistes accusent les exploitants familiaux d'être à l'origine de la déforestation de Mai-Ndombe, en soutenant que « l'agriculture itinérante » est écologiquement inefficace, bien des choses peuvent être accomplies pour améliorer sa productivité. Pour y parvenir, les exploitants familiaux doivent être au cœur des efforts déployés.

C'est le moment opportun pour examiner de plus près la gestion par compromis dans la province de Mai-Ndombe : il y a eu des progrès importants dans la facilitation des

processus multipartites et dans l'appréciation des dimensions sociales et politiques des compromis. Par ailleurs, il existe de nouveaux outils pour l'analyse et la gestion des compromis. Enfin, et surtout, il existe une meilleure appréciation de la façon d'améliorer l'efficacité écologique et les avantages de l'agriculture itinérante de telle façon que, sous une forme modifiée, elle puisse véritablement faire partie de la solution.

Pour étayer cette approche, les décideurs et les praticiens doivent davantage se concentrer sur les moteurs moins visibles et moins directs de la déforestation, y compris une piètre gouvernance et des défis économiques plus larges, qui exacerbent la concurrence entre la production alimentaire et la conservation des forêts et qui limitent les progrès vers une gestion par compromis plus efficace et plus équitable.

Perspectives d'avenir

Des points de vue polarisés — en particulier à propos de la culture itinérante — ont longtemps entravé la conservation des forêts en RDC. Et l'on retrouve cette polarisation dans les politiques nationales : on ne parvient pas à relier les politiques visant à doper le secteur agricole et celles qui cherchent à réduire la déforestation.

Le point de départ d'un changement radical doit être un discours différent sur l'agriculture familiale. Pour commencer, nous recommandons :

- un engagement plus fort auprès des communautés locales et autochtones
- en mettant davantage l'accent sur les compromis et non sur les menaces
- en accordant plus d'attention aux aspects sociaux et politiques des compromis
- et en ciblant davantage les moteurs indirects de la déforestation, y compris la gouvernance et la transformation économique.



Knowledge Products

L'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) promeut le développement durable, en reliant les priorités locales aux défis mondiaux.

politique et, en mai 2019, une évaluation mondiale de l'état de la biodiversité et des services écosystémiques a été publiée par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Elle reconnaît que les changements dans l'utilisation des sols sont le moteur direct le plus influent de la perte de biodiversité et que seul un changement radical pourra éviter une catastrophe : « une réorganisation fondamentale de tout le système, au travers des facteurs technologiques, économiques et sociaux, y compris les paradigmes, les buts et les valeurs ».

POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?

Les forêts de Mai-Ndombe, et celles de la République démocratique du Congo (RDC) en général, sont des ressources vitales. Leur perte nous affecte tous. La population locale apprécie les forêts pour l'eau, le bois, la nourriture et les produits médicinaux qu'elles fournissent ainsi que pour leur valeur culturelle ; à l'échelle régionale et mondiale, les mêmes forêts sont estimées pour la richesse de leur biodiversité et pour leur rôle crucial dans l'atténuation des effets du changement climatique, comme poumon protecteur du bassin versant et stabilisateur du climat. Nous comprenons mieux que jamais le besoin urgent d'inverser la tendance de la perte de biodiversité et rares sont les endroits sur terre où la biodiversité est aussi riche que dans le Bassin du Congo. Pourtant, la déforestation de la RDC se poursuit sans le moindre signe de ralentissement : la production intérieure de denrées alimentaires continue d'augmenter pour satisfaire une demande croissante, attisée par la croissance économique et l'essor démographique ; dans le même temps, la gouvernance reste timide. Nous devons de toute urgence trouver de nouveaux moyens de lutter contre la déforestation qui soient efficaces, durables et équitables pour remplacer les approches passées inopérantes et trop souvent très iniques.

Cette note d'information a été financée par la Fondation David & Lucile Packard. Toutefois, les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement le point de vue du bailleur de fonds.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Cet article résume les conclusions d'un document de travail de l'IIED : Diaw, MC et Franks, P (2019) Production alimentaire, expansion agricole et déforestation au Mai-Ndombe, RDC. IIED, Londres, disponible sur pubs.iied.org/17652FIIED (en français uniquement, résumé traduit en anglais sur pubs.iied.org/17652IIED). Dans cet article, nous citons Mcshane, T et al. (2011) Hard choices: Making trade-offs between biodiversity conservation and human well-being. *Biological Conservation*. 144, 966–972.